

Coalition **Eau Secours!**

québécoise pour une gestion responsable de l'eau

« EAU » EN SOMMES-NOUS ?

Bulletin de suivi des activités d'Eau Secours!
Automne 2011



C.P. 55036 CSP Fairmount
Montréal (Qc) H2T 3E2
Téléphone : 514-303-2212

www.eausecours.org
info@eausecours.org

Voici de retour votre bulletin sur les dossiers chauds de l'eau au Québec. Bonne lecture !
Édith Lacroix, rédactrice en chef

EAU SECOURS! EN ACTION

La Coalition se porte à la défense de l'eau de bien des façons...

QU'EST-CE QUE L'ÂÉCG ET AU NOM DE QUI?

Eau Secours! est signataire avec plusieurs groupes des deux côtés de l'Atlantique d'une déclaration dénonçant l'ÂÉCG. Les dangers pour nos services publics de l'eau sont bien réels et les multinationales de l'eau se préparent à envahir nos marchés.



À l'aube de ce qui pourrait être la dernière ronde de négociations de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (ÂÉCG), le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et ses partenaires exigent un **débat public, large et informé**, avec la participation des divers secteurs sociaux ainsi que de nos représentant-e-s élu-e-s à l'Assemblée nationale avant toute signature de l'accord.

L'ÂÉCG est l'accord le plus ambitieux jamais négocié par le Canada. Ses visées vont non seulement plus loin que l'ALÉNA, mais elles sont aussi plus préoccupantes : pour la première fois, on négocie des domaines entiers relevant de la compétence des provinces et des pouvoirs municipaux.

« Au moment même où des négociateurs discuteront en notre nom sans n'avoir jamais reçu de mandat de la population, nous voulons dénoncer publiquement cette façon de faire antidémocratique. Compte tenu de l'importance des enjeux, il est grand temps de briser le secret des négociations », a affirmé en conférence de presse Régine Laurent, l'une des porte-paroles du RQIC. « Le gouvernement Charest est partie prenante des tractations, et nous exigeons qu'il rende publiques les offres que le Québec a déposées à la table de négociations », a ajouté madame Laurent.

Depuis juin dernier, malgré les demandes en ce sens au premier ministre et une demande d'accès à l'information, il a été impossible pour le RQIC d'avoir accès à ces offres d'une importance capitale.

Selon la dernière version du texte de l'accord, rendue accessible grâce à une fuite, les services en matière de santé, d'éducation, d'électricité, de télécommunications, **d'eau potable**, de culture et les marchés publics qui y sont associés, n'ont pas été exclus des discussions. « Au départ, on a tenté de justifier les pourparlers avec l'Europe comme une opportunité pour nos entreprises d'accéder au marché européen et pour créer des emplois ici. Aujourd'hui, le négociateur en chef Pierre-Marc Johnson ne parle plus que d'attirer les capitaux étrangers. Pour financer les projets mégalomanes du Plan Nord de Jean Charest? Pour privatiser la gestion de l'eau? Quel en sera le prix? », s'interroge Denis Bolduc, secrétaire général au Québec du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

Selon les fuites, l'ÂÉCG inclurait une disposition de protection des investissements similaire à celle du chapitre 11 de l'ALÉNA, qui permettrait à une entreprise étrangère de poursuivre un gouvernement lorsqu'elle estime qu'une politique publique affecte ses profits. « Si nos soupçons se confirment, l'ÂÉCG restreindra notre capacité d'adopter

des mesures qui protègent l'environnement, à mettre en œuvre des politiques qui favorisent l'emploi et le développement local et il effrtera nos politiques publiques en matière d'équité et de répartition de la richesse », selon Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), une organisation membre du RQIC.

Notre souveraineté politique, économique, énergétique, alimentaire, environnementale, et même culturelle, est en jeu. « Tout cela sans que les parlementaires soient consultés », déplore Jean-Martin Aussant, député indépendant de Nicolet-Yamaska. « Le gouvernement ne doit pas sacrifier sa souveraineté devant des intérêts économiques circonscrits, il doit informer la population des véritables enjeux de l'accord ».

Selon Claude Vaillancourt, coprésident d'Attac-Québec et aussi porte-parole du RQIC, « un tel accord ne règlera strictement rien de ce qui préoccupe la population : la détérioration de l'environnement, la pauvreté, les inégalités, la collusion entre l'entreprise privée et les partis politiques. En dérèglementant et en donnant plus de pouvoir aux grandes entreprises, il ne fait que perpétuer ce qui a été à l'origine de la crise qui nous affecte encore ».

L'opposition à un accord entre le Canada et l'Union européenne prend sa force dans la construction d'un front commun des mouvements sociaux des deux côtés de l'Atlantique. « Dans cet esprit, nous rendons aujourd'hui publique une déclaration commune entre les organisations sociales du Québec et de la France sur l'ÂÉCG », a annoncé Frédéric Viale, d'Attac-France, en visite au Québec. « Cette déclaration dénonce en particulier l'approche de coopération transatlantique de l'ÂÉCG pour le seul bénéfice des grandes entreprises privées et met en quelque sorte la table pour les actions qui se tiendront à Ottawa du 17 au 21 octobre prochain », a ajouté ce représentant des groupes français et membre du grand réseau européen From Seattle to Brussels.

➤ Pour en apprendre plus sur l'ÂÉCG, ne manquez pas notre soirée « Eau citoyenne », le 25 octobre prochain (détails ci-dessous) !

FLUORURE DANS L'EAU POTABLE : VOICI POURQUOI IL FAUT REDOUBLER DE VIGILANCE !

Eau Secours! a réagi par voie de communiqué de presse à la suite de l'avis publié par le comité d'éthique de l'Institut national de santé publique concernant la fluoration de l'eau. C'est que le comité d'éthique suggère de modifier le *Règlement sur la qualité de l'eau potable* pour y inclure une obligation de fluorer l'eau potable des villes de plus de 5 000 habitants. Selon le comité, la fluoration de l'eau serait l'un des moyens le plus efficace et sécuritaire de réduire la carie dentaire. Également, les bénéfices de la fluoration seraient plus importants que ses potentiels effets négatifs sur la santé et l'environnement. Il est alors légitime de l'imposer à la population. **Aberration !**

Selon la Coalition *Eau Secours!*, l'efficacité de la fluoration de l'eau sur la réduction de l'incidence de la carie est loin d'être démontrée. Également, le principe de prudence doit s'appliquer, car le potentiel d'effets néfastes

du fluorure sur la santé humaine est bien réel et abondamment documenté : fluorose dentaire, risque accru de fractures, diminution de la fonction thyroïdienne, réduction du quotient intellectuel, risque de tumeur osseuse, etc. De plus, les fluorures utilisés ne sont pas homologués par Santé Canada.

« Si le gouvernement du Québec suit les recommandations du comité d'éthique de santé publique, il prendra une mesure antidémocratique qui ne respecte pas les droits et libertés individuels », alerte Martine Chatelain, présidente d'*Eau Secours!*

Pour en savoir plus et sensibiliser votre entourage, n'hésitez pas à nous demander (au 514-303-2212) notre **nouveau dépliant** « Pour une eau sans fluorure », disponible gratuitement en français et en anglais.

Et si votre municipalité manifeste la tentation de fluorer votre eau potable, faites-le nous savoir. Nous ferons parvenir notre brochure détaillée à votre maire et à vos conseillers municipaux.

Soyons vigilants !

RETOUR SUR L'AGA 2011

Le samedi 27 août 2011, se tenait l'Assemblée générale de la Coalition *Eau Secours!* Le rapport d'activités 2010-2011, les états financiers, le plan d'action de la prochaine année et le budget pour le réaliser ont été présentés aux membres présents. En préambule à l'AGA, la Coalition avait invité Martine Sauvageau pour une activité de consultation des membres dans le cadre de l'exercice de planification stratégique. **Un grand merci aux membres de la Coalition qui sont venus discuter des réalisations et perspectives d'avenir d'*Eau Secours!***

Eau Secours! tient à remercier pour leur implication les personnes qui n'ont pas sollicité de nouveau mandat comme représentant au comité de coordination. Bravo et merci à Danielle Julien, Elisabeth Cordeau, Julien Boucher, Alexandre St-Onge-Perron et Vincent Loiselle, pour leur apport en 2011. Une lithographie signée Frédéric Back, Porteur d'eau, fut remise à Danielle Julien pour ses nombreuses années de loyaux services à la Coalition. Merci Danielle et bonne chance dans tes nouveaux projets !

Voici les personnes élues pour un mandat d'un an :

Présidence: Martine Chatelain
Vice-présidence: Maryse Pelletier
Vice-présidence finance: Patrice Benoit
Vice-présidence gestion: Marie-France Primeau
Vice-présidence recherche et sensibilisation: Édith Lacroix
Collège des Associations d'étudiantes et étudiants: Léa Turbide
Collège des Comités de citoyens et citoyennes: Johanne Béliveau
Collège des Groupes environnementaux : Michel Leclerc et Sandra Giasson-Cloutier
Collège des Membres individuels: Ghislaine Rousseau, Isabelle Marcotte-Latulippe, Monique Rondeau, Robert Couture et Jean-Yves McGee
Collège des Groupes communautaires et sociaux : Abdul Pirani
Collège des Porteurs d'eau : Raouf Duguay
Collège des syndicats : Sylvie Simoneau, Pierre-Guy Sylvestre et Michel Martin.

CONSULTATION GÉNÉRALE SUR LE LIVRE VERT POUR UNE POLITIQUE BIOALIMENTAIRE

Une nouvelle consultation a été annoncée par la "Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles de l'Assemblée nationale" sur le Livre vert pour une politique bioalimentaire, rendu public au début du mois de juin par le ministre Pierre Corbeil (MAPAQ).

La Coalition a fait parvenir une lettre au ministre Corbeil lui indiquant qu'*Eau Secours!* ne lui présenterait pas de nouveau mémoire à cette consultation, car la Commission Pronovost, dans son rapport, a déjà répondu aux questions posées par la dite consultation. Nous lui avons retourné le mémoire que nous avons produit en 2007 pour la Commission Pronovost.

Eau Secours! demande :

- que la loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection, ainsi que celle concernant le développement durable soient appliquées, et que le gouvernement du Québec s'engage à les faire respecter y affectant un nombre d'inspecteurs suffisant et en leur fournissant les moyens techniques et financiers pour faire leur travail.

- que des mesures incitatives soient mises en place pour permettre aux agriculteurs de changer certaines de leurs pratiques.

- que nos nappes d'eau souterraines et nos cours d'eau soient étudiés et cartographiés pour nous permettre d'éviter des accidents ou des surcharges en phosphore et nitrate, et afin de connaître leur capacité de régénération ; peut-être alors serons-nous en mesure de réglementer l'utilisation de l'eau et d'éviter les conflits d'usage (entre une exploitation agricole et une municipalité ou un site de villégiature récréo-touristique par exemple).

UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE L'EAU POUR MONTRÉAL

Le 6 octobre dernier, soit deux ans après l'annulation du très controversé contrat des compteurs d'eau à Montréal, le Comité de suivi du projet d'optimisation du réseau d'eau potable déposait son rapport final, fruit de plus d'un an de travail et d'analyse. Ce rapport propose une nouvelle stratégie de l'eau à Montréal pour les 10 prochaines années et inclut deux fois moins de compteurs, tout en mettant l'accent sur la réfection des conduites existantes.

On y retrouve un plan d'action détaillé pour la période 2011-2020 qui comprend quelque 160 programmes ou activités ainsi qu'un plan de financement rigoureux.



LES PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

Le rapport mise sur la détection et la **correction des fuites**, le rattrapage du déficit d'entretien, **l'installation de compteurs ICI** (industries, commerces et institutions), une gestion des eaux pluviales et un plan directeur des bassins de drainage.

Un plan de financement sur 10 ans est aussi proposé afin d'assurer la réalisation des projets majeurs. Le plan est caractérisé par des frais de fonctionnement totalisant 3 845 M\$ et des besoins d'investissement totalisant 4 603 M\$, le tout ayant comme résultat en 2020 **l'autofinancement intégral** de la gestion montréalaise de l'eau.

Ce rapport sera présenté pour examen public à la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs.

Eau Secours! reconnaît que la stratégie de l'eau proposée pour Montréal a le mérite de proposer des solutions durables au problème de la gestion de l'eau de la Ville. Nous soulignons notamment l'établissement d'un plan de financement réaliste sur 10 ans et félicitons la mise en place d'un programme d'installation, **par les cols bleus**, des compteurs d'eau dans les ICI (on parle donc heureusement d'une **gestion publique de nos infrastructures publiques** !).

Comme le Comité l'écrit en conclusion de son rapport, *Eau Secours!* espère que la vision du Comité « saura convaincre et inspirer la population montréalaise, qu'elle sera bénéfique pour la ressource, et que la réalisation de la stratégie découlant de cette vision suscitera chez les décideurs comme chez les artisans la fierté du devoir accompli. »

Le saviez-vous ?

- La production d'eau potable demeure deux fois plus élevée à Montréal que dans la moyenne des grandes villes nord-américaines.
- Le tiers des conduites ont atteint leur durée de vie utile et un autre tiers l'atteindra d'ici 2020.
- Montréal subit 29 bris de conduites aux 100 km, soit plus du double des municipalités comparables.

Il n'y a plus une goutte d'eau à perdre !

COMITÉS DE CITOYENS EN LÉGITIME DÉFENSE

CAPTAGE D'EAU À LA MINERVE

La lutte se poursuit à La Minerve où deux comités de citoyens, avec l'aide et le support d'*Eau Secours!*, travaillent pour empêcher un promoteur de compléter ses démarches qui lui permettraient d'implanter une usine d'embouteillage d'eau. Récemment, le maire de la municipalité a démissionné et son remplaçant, élu par acclamation, semble défavorable à l'implantation de l'usine de captage d'eau. C'est le moment ou jamais, pour les citoyens, de profiter de ce nouveau rapport de force et de faire avancer leur lutte.

TOUJOURS « NON » A LA MINE DE NIOBIUM A OKA

À Oka, on continue la lutte contre l'exploitation éventuelle d'une mine de niobium par la compagnie Niocan. C'est que les citoyens s'inquiètent de la pollution au radon et de la radioactivité qui seront engendrées par la mine, de même que de l'énorme quantité d'eau demandée pour la production du niobium. Le regroupement amitié

(opposants à la mine) avec les peuples autochtones et le conseil de bande de Kanesatake ont tenu, en juin, une manifestation devant l'hôtel où se réunissaient les actionnaires de Niocan. Devant les risques de pollution et de conflits d'usage, *Eau Secours!* milite pour que les principes de prudence et d'acceptabilité sociale soient respectés.

BATAILLE CITOYENNE CONTRE LE FLUOR

Avec l'aide d'*Eau Secours!*, deux comités de citoyens se sont formés au cours de la dernière année : Mont-Joli et Châteauguay. Localement, dans leur municipalité respective, ils s'opposent à la fluoruration de l'eau potable. Dans le cas de Verchères, une intervention d'*Eau Secours!* a convaincu les autorités municipales de cesser de fluorer l'eau potable. Notre action se poursuit au niveau des villes de La Prairie, Dorval et Pointe-Claire, à la recherche de comités prêts à faire la lutte contre le fluor. Joignez-vous à nous, pour une eau potable sans fluorure !



EN BREF

Pierre Dansereau, père de l'écologie au Québec et Porteur d'eau, nous a quittés dernièrement à l'aube de ses 100 ans. Impliqué dès les débuts de la Coalition avec Hélène Pedneault et Louise Vandelac, M. Dansereau a inspiré plusieurs « vocations » parmi les écologistes et environnementalistes. Souhaitons que son rêve de voir les humains vivre en harmonie avec la nature et l'environnement se réalise malgré son départ...

NOUVEAUX PORTEURS D'EAU

La Coalition est heureuse d'accueillir parmi les rangs des Porteuses et Porteurs d'eau :

Brigitte Saint-Aubin

Brigitte est auteure, compositrice et interprète. En plus de la chanson, elle œuvre au cinéma, à la télévision et au théâtre. Avec son premier album *être...*, Brigitte a été en nomination pour le prix de la Relève Archambault 2007, pour le prix Félix Leclerc de la Chanson 2007 et récipiendaire de 3 coups de pouces au Festival Vue sur la relève. Son deuxième album, *Les rêves à l'envers*, est lancé en août 2009.

Je dis non à toute commercialisation de l'eau mais je dis oui à l'éducation d'une société qui n'a pas conscience de sa consommation et des méfaits d'un système de privatisation de l'eau. Cherchons ensemble des moyens de se mobiliser autour du problème de l'eau afin de trouver des solutions autres que commerciales.

Pierre Bertrand

Pierre est l'un des membres fondateurs et l'une des trois voix solistes du groupe *Beau Dommage*. En plus de jouer de divers instruments, il est responsable des arrangements vocaux, l'une des forces distinctives de cet ensemble musical. Il écrit, compose ou interprète plusieurs des nombreux succès de la formation. Il s'est également impliqué activement dans la défense du droit d'auteur. Au sujet de l'eau, Pierre Bertrand écrit :

[...] notre rôle consiste à jouer aux « anges gardiens » de ce patrimoine mondial. Gare à qui voudrait posséder, brader, dilapider ou souiller ces eaux vives! Préservons jalousement ce bien commun [...].

Lili Michaud

Lili est agronome, conférencière et auteure. Depuis plus de 15 ans, elle propage les pratiques écologiques urbaines. Depuis 2010, elle offre pour la Ville de Québec des séances de formation portant sur la gestion écologique de l'eau autour de la maison (utilisation rationnelle de l'eau potable et récupération de l'eau de pluie). Lili Michaud a publié quatre livres : *Le jardinage écologique*, *Tout sur le compost*, *Mon potager santé* et *Guide de l'eau au jardin*. Elle a également participé à de nombreux reportages dans différents médias, dont Radio-Canada.

[...] je suis convaincue que le bleu de l'eau est indissociable du vert de mon jardin et du brun de mon compost. Car, c'est bien connu, l'eau est source de vie [...].

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

L'an passé, nous avons entrepris un **exercice de planification stratégique** afin de redéfinir la mission et les objectifs de la Coalition. Accompagné de Martine Sauvageau, le Comité de planification stratégique s'est donc rencontré quelques fois au printemps. Le 18 juin se tenait un lac-à-l'épaule, durant lequel les membres du comité de coordination et autres invités ont réfléchi ensemble à la mission et aux valeurs de la Coalition.

Les discussions se sont poursuivies à l'AGA avec les membres présents, pendant que l'analyse des ressources à l'interne et à l'externe se poursuit. D'ailleurs, des questionnaires à cet effet circuleront sous peu.

Puis, le Comité procédera à l'analyse des données et en présentera les résultats lors d'un second lac-à-l'épaule, en décembre.

En juin 2012, nous aurons un plan stratégique quinquennal à vous présenter. À suivre !

À VENIR : PROJET SUR LA VALORISATION DE L'EAU DU ROBINET

En réponse à une de nos demandes, nous avons reçu une subvention de la Caisse d'économie solidaire pour réaliser un projet de sensibilisation visant à valoriser l'eau du robinet. Notre « terrain de jeu » sera un arrondissement de la Ville de Montréal (nom de l'arrondissement à déterminer). Plus de détails suivront au cours des prochains mois.

**À METTRE À VOTRE AGENDA****FORUM « INDIGNEZ-VOUS! HOPE IN RESISTANCE »**

Les **21 et 22 octobre 2011** à Montréal, la Coalition *Eau Secours!* participera au forum organisé par le Conseil des Canadiens, en collaboration avec différentes organisations du Québec et des Premières nations.

La conférence explorera les façons dont les mouvements de la société civile au Canada, au Québec et parmi les Premières nations pourraient travailler ensemble à créer des alternatives positives à un système qui privilégie les gains aux dépens de la population et de la planète.

La séance d'ouverture du samedi examinera les moyens de collaboration entre les mouvements sociaux et les politiciens progressistes au Québec et dans le reste du Canada. D'autres séances mettront l'accent sur la protection de notre eau et environnement (avec la participation de Martine Chatelain), le renforcement de notre système public de soins de santé et les menaces posées aux services publics, aux libertés civiles et à la démocratie par les nouveaux accords commerciaux et les stratégies d'entente sur la sécurité. La séance de clôture mettra en valeur les moyens concrets de collaboration solidaire.



La conférence se déroulera en français et en anglais avec traduction simultanée.

Soyez au rendez-vous !

INVITATION À DEUX SOIRÉES EAU CITOYENNE

La Coalition *Eau Secours!* relance ses soirées d'information et d'échanges appelées « Eau citoyenne ». C'est l'occasion d'en apprendre sur des enjeux qui touchent notre eau et de discuter avec les membres de la Coalition.

Les soirées *Eau citoyenne* se tiendront au Centre St-Pierre, au 1212, rue Panet à Montréal (métro Beaudry), à **19h00**. Contribution volontaire.

Au plaisir d'échanger avec vous!

25 octobre 2011:

L'Eau dans l'AÉCG. Venez vous informer sur cet accord qui se négocie actuellement entre le Canada et l'Union européenne, qui vise entre autres la libéralisation, la privatisation et la déréglementation de nos services publics.

Conférenciers invités :

- Pierre-Guy Sylvestre du Syndicat canadien de la fonction publique et représentant des syndicats à *Eau Secours!*
- Claude Vaillancourt d'ATTAQ-Québec

22 novembre 2011:

Projection du film « Désertification tranquille » de Benoit Livernoche. Le film traite de l'irrigation des terres agricole dans l'ouest canadien. Serons-nous confrontés au Québec à un problème de pénurie d'eau à cause de l'agriculture? Devrons-nous, collectivement, établir des normes pour gérer les conflits d'usage de l'eau?

Vous êtes invités à voir le film en présence du réalisateur, de M. Yvon Pesant, géographe, conseiller en aménagement et développement rural et maire de Saint-Marcel-de-Richelieu et de représentants de la Coalition *Eau Secours!* pour discuter de ces enjeux importants.

COMMISSION PERMANENTE SUR L'EAU, L'ENVIRONNEMENT, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES GRANDS PARCS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Eau Secours! participera à une assemblée publique destinée à présenter les enjeux et les objectifs liés à l'application de la nouvelle stratégie de l'eau à Montréal.

Les assemblées de cet examen public se tiendront à la salle du conseil de l'Hôtel de ville (275, rue Notre-Dame Est à Montréal) aux dates suivantes :

- mercredi **26 octobre** 2011, à 19 h : présentation du dossier
- jeudi **17 novembre** 2011, à 19 h : réception des mémoires et commentaires.

Nous invitons tous les citoyen(ne)s de Montréal à prendre connaissance des documents mis en consultation sur le site Internet de la Ville de Montréal et de faire entendre leur voix.

Votre opinion est importante. Faites-la connaître !